MÉTROPOLE NICE CÔTE D'AZUR	PRESCRIPTIONS SUR LA GESTION DES EAUX PLUVIALES ET LES AXES D'ÉCOULEMENT
DGAET – DDVR - Direction du Cycle de l'Eau & GEMAPI	Mise à jour du 07/03/2024 SL - CC

GESTION DES EAUX PLUVIALES

Prescriptions générales

La Métropole Nice Côte d'Azur est engagée dans une démarche « Ville Perméable » impliquant notamment la limitation des surfaces imperméabilisées, le recours à des matériaux perméables et la gestion des eaux pluviales à la source privilégiant l'infiltration.

MNCA n'a pas l'obligation de recevoir et d'accepter un raccordement et déversement des eaux pluviales en provenance de parties privatives dans les exutoires publics (voirie, réseaux).

Privilégier l'infiltration

Le règlement d'assainissement de NCA demande que la gestion des eaux pluviales à la parcelle par infiltration soit privilégiée avant tout rejet vers un exutoire gravitaire, ceci indépendamment de la surface imperméabilisée du projet.

Une gestion mixte des eaux pluviales alliant l'infiltration des premières pluies puis un rejet à débit limité pour des pluies plus intenses doit être privilégiée à un rejet direct et total quel que soit l'intensité de l'évènement pluvieux.

En cas de gestion mixte infiltration/rejet ou d'impossibilité d'infiltration démontrée (technique, réglementaire) nécessitant un rejet

Le débit de rejet doit être limité à 0,003 l/s/m² de surface imperméabilisée pour les projets présentant une surface imperméabilisée supérieure ou égale à 300 m². Cette limitation de débit nécessite la réalisation d'ouvrage de rétention dont le volume doit être de l'ordre de 80 l/m² de surface imperméabilisée pour assurer la gestion des précipitations de période de retour minimale 30 ans.

Surface imperméabilisée à prendre en compte

La totalité des imperméabilisations du projet doit être compensée quel que soit l'état initial du terrain, notamment en cas de démolition et de reconstruction. Seules les imperméabilisations existantes (bâtiment, parking, etc.) non modifiées par le projet et dont la gestion des eaux pluviales (collecte, rétention, exutoire...) est maintenue en l'état ne sont pas à prendre en compte.

Surverse des ouvrages pluviaux sur les parcelles du projet

Dans le cas d'un raccordement au réseau public, au caniveau ou directement sur la chaussée, seul un rejet à débit limité est autorisé.

La surverse des ouvrages pluviaux doit être organisée sur les parcelles du projet dans les espaces verts et les parkings aériens ou souterrains si nécessaire.

Cette surverse ne doit fonctionner qu'en cas de remplissage total des ouvrages pour des précipitations supérieures à l'objectif de dimensionnement. Ainsi, une surverse dans le terrain pour une précipitation inférieure alertera sur le dysfonctionnement probable de l'ouvrage de régulation de débit.

Les dispositifs gravitaires doivent être privilégiés. Le relevage des eaux pluviales n'est pas autorisé vers une voirie ou un réseau public situé au-dessus du terrain naturel du projet et ne recevant pas naturellement les ruissellements de ce terrain.

Le pétitionnaire doit vérifier la faisabilité de l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle et définir les ouvrages à mettre en œuvre dans le cas d'une infiltration et/ou d'un rejet à débit limité, notamment par la réalisation d'une étude hydrogéologique et hydraulique.

Le règlement d'assainissement EU/EP en vigueur est disponible via le lien suivant :

https://www2.nice.fr/habitat-urbanisme/plu-metropolitain/Reglement_assainissement_vigueur_1_octobre_2013.pdf

Prescriptions particulières à prendre également en compte dans le cas d'un Permis d'aménager

Dans le cadre d'un permis d'aménager, les ouvrages pluviaux (collecte, rétention, régulation, infiltration, etc.) doivent être dimensionnés en tenant compte de la totalité des surfaces imperméabilisées susceptibles d'être réalisées sur la ou les propriétés concernées.

Dans le cas d'un lotissement, l'imperméabilisation maximale autorisée sur chaque lot doit être prise en compte (emprise au sol du bâti et aménagements divers tels que les terrasses, les parkings, les voies d'accès, etc.).

Dans le cas d'une gestion des eaux pluviales par infiltration, des techniques alternatives de gestion des eaux pluviales à la source doivent être mises en œuvre sur chaque lot afin d'éviter la concentration des eaux pluviales en un seul point de rejet.

Ainsi, le pétitionnaire doit au préalable vérifier la faisabilité technique et réglementaire de l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle, sur chacun des lots.

Dans le cas des rejets d'eaux pluviales vers le domaine public ou le milieu hydraulique superficiel, une gestion d'ensemble doit être mise en œuvre dans la partie commune pour aboutir à la réalisation d'un ouvrage de rétention unique, si la topographie du terrain le permet. Ainsi, les lots devront se raccorder aux ouvrages pluviaux de la voirie commune.

Dans tous les cas, le règlement de copropriété du lotissement devra préciser les modalités de gestion des eaux pluviales sur chaque lot et fixer le cas échéant les fils d'eau de raccordement aux ouvrages de collecte de la voirie commune.

AXES D'ÉCOULEMENT : PRESERVATION, PROTECTION ET ENTRETIEN

Les dispositions générales du règlement du PLUM en vigueur depuis octobre 2019 font référence au règlement d'assainissement et visent à protéger et pérenniser les axes d'écoulement privés et publics.

« ARTICLE 26. VALLON / PLUVIAL / ASSAINISSEMENT

Toute construction ou aménagement doit être conforme aux dispositions du règlement d'Assainissement Métropolitain, figurant aux pièces annexes du dossier de PLU métropolitain. »

« ARTICLE 41. AXES D'ÉCOULEMENT DES EAUX

Les aménagements réalisés sur tout terrain constructible ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales. De plus, quel que soit le projet, il convient de protéger et d'entretenir les axes d'écoulement.

Préservation des axes d'écoulement :

Les modifications du tracé, des sections d'écoulement ou du profil en long d'un axe d'écoulement d'origine naturelle (cours d'eau, vallons) et des collecteurs assurant sa continuité, sont soumises au service Eaux Pluviales et GEMAPI pour examen et avis.

Le tracé des axes d'écoulement artificiels (fossés, canaux et autres collecteurs que ceux prolongeant un cours d'eau ou un vallon) peut être modifié à condition de conserver la continuité hydraulique et écologique de l'ouvrage sans aggravation du risque d'inondation à l'aval du projet.

La couverture ou le franchissement d'un axe d'écoulement par une infrastructure publique sera étudié au cas par cas.

Dans le cas d'aménagements privés, les axes d'écoulement doivent être maintenus à ciel ouvert à l'exception des franchissements nécessaires à la desserte de la zone aménagée, sans que la longueur cumulée de la couverture ne puisse excéder 50 % de la longueur de l'axe au droit de la propriété. Pour les opérations d'habitat présentant une surface de plancher inférieure à 1 000 m², ces franchissements ne devront pas excéder une longueur de couverture cumulée de 8 m mesurée parallèlement à l'axe d'écoulement.

Le dimensionnement de cette couverture devra permettre le transit du débit de pointe centennal drainé par l'axe d'écoulement au droit de l'ouvrage de franchissement et assurer la continuité écologique de l'axe.

Protection et entretien des axes d'écoulement

Les aménagements envisagés pour la protection et l'entretien des axes d'écoulement sont soumis au service Eaux Pluviales et GEMAPI pour examen et avis. Ces aménagements, préférentiellement de type génie végétal ou techniques mixtes, devront assurer la continuité hydraulique et écologique de l'axe d'écoulement à la fois en période d'étiage (basses eaux) et en période de pluie (hautes eaux).

Les axes d'écoulement à ciel ouvert sont protégés et rendus accessibles par une marge de recul minimale de 5 m de part et d'autre de l'axe sans pouvoir être inférieure à 3 m des berges, à l'exception des côtés bordant une infrastructure publique de transport qui feront l'objet d'une étude au cas par cas.

Certains axes d'écoulement présentent des marges de reculs spécifiques précisées dans le règlement :

[...]

A l'intérieur desdites marges de recul, toute construction, sous-sol, saillie et clôtures comprises, est interdite, à l'exception :

- des ouvrages de limitation du risque d'inondation,*
- des ouvrages de confortement des berges maintenant ou augmentant la section d'écoulement*
- des ouvrages nécessaires au franchissement des voies et des réseaux associés,*
- des ouvrages de rejet d'eaux pluviales,*
- des ouvrages publics nécessaires à la gestion des plages ou aux interventions au niveau des débouchés des axes d'écoulement en mer. »*